

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Band: 21 (1995)
Heft: 3

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Book reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

BUCHBESPRECHUNGEN / RECENSIONS CRITIQUES BOOK REVIEWS

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Agnès Pitrou, *Les politiques familiales. Approches sociologiques*, Syros, Paris 1994, 287 p., FF. 150.

Dans cet ouvrage au titre (trop) modeste, Agnès Pitrou soulève en fait des questions fondamentales quant à la nature de «la famille» dans les sociétés où nous vivons. Non point, comme on le fait trop souvent, en soulignant simplement qu'elle est devenue plurielle, et donc plus difficilement saisissable, mais en montrant combien il est difficile d'en appréhender l'essence même, la spécificité, alors qu'elle a peut-être perdu toute réelle fonction sociale.

L'auteur le précise d'emblée, il ne s'agit pas d'un livre sur les contenus des politiques familiales mais d'un livre sur «les débats, les interrogations, les évolutions qui semblent avoir polarisé l'attention des chercheurs dans le champ du familial (...) pour tenter d'en apprécier la portée sociale.» Vaste projet, qui l'amène à se fixer trois limites : seules sont prises en compte des recherches «sociologiques», conduites dans l'aire francophone (Belgique, France, Québec, Suisse romande) et qui ont trait à trois grands thèmes des politiques familiales, soit les préoccupations relatives à la natalité, aux familles monoparentales et aux solidarités de parenté. Dans chacun des trois chapitres, Agnès Pitrou présente ainsi une synthèse des données pertinentes

pour l'élaboration des politiques que les sociologues de la zone de référence ont rassemblées et une synthèse des études portant sur les politiques elles-mêmes ou certaines de leurs mesures.

En matière de politique nataliste, cette démarche la conduit d'abord à s'attacher à la réfutation de quelques idées reçues à propos de la baisse du nombre moyen d'enfants que chaque femme met au monde : l'attribution de cette diminution à des obstacles d'ordre essentiellement matériels (et le présupposé que les couples, s'ils le pouvaient, auraient davantage d'enfants), la mise en cause du travail des femmes à l'extérieur de leur foyer comme facteur limitatif des naissances et, sur un plan plus général, la méfiance à l'égard d'une société où les personnes âgées seraient nettement plus nombreuses qu'elles ne le sont déjà aujourd'hui. Mais les sociologues se sont également interrogés sur les raisons qu'ont les gouvernements d'adopter des mesures tendant à favoriser les naissances. Ceux-ci apparaissent peu préoccupés par la dénatalité en soi, en tant que phénomène démographique, mais soucieux d'enjeux politiques et socio-économiques conjoncturels : assurer la puissance de la nation, garantir l'avenir des fonds de pension, limiter l'immigration en fournissant de la main-d'oeuvre autochtone aux entreprises, voire tenir les femmes à l'écart du marché

du travail en période de stagnation (ou, plus souvent, favoriser le planning familial pour leur permettre d'entrer sur un marché du travail en forte expansion).

De la même manière Agnès Pitrou commence-t-elle son chapitre sur l'aide aux familles monoparentales par un rappel des préjugés qui les frappent, les faisant bien souvent apparaître – surtout lorsqu'il s'agit d'une femme seule avec ses enfants – comme des familles à risques. Que ces familles courent davantage le risque de souffrir de la pauvreté s'explique logiquement par la position souvent précaire des femmes sur le marché du travail. Les variations sont toutefois grandes selon le milieu social, comme c'est le cas aussi pour l'isolement social dont elles sont censées souffrir dans une forte mesure. La notion d'enfant à risques doit elle aussi être reçue avec précaution, car les études tendant à le prouver, elles pèchent trop souvent du point de vue méthodologique («sélection par l'échec» des familles étudiées, absence de prise en compte du contexte pré-divorce, de la durée, etc.). Il n'est jusqu'à l'évocation de «l'absence du père» qui ne doive, selon l'auteur, être relativisée dans une société où existent tant d'autres agents socialisateurs. En fait, la méfiance que suscite la famille monoparentale dirigée par une femme renvoie à la fois au modèle dominant de la conjugalité et à ce que reste aujourd'hui la condition de la femme et, *a contrario*, celle du père, dont on estime qu'il doit payer une pension à ses enfants mais dont on trouve tout à fait normal qu'il manque, par ses absences pour cause de carrière, à ses devoirs d'éducateur dans les familles bi-parentales.

Ce problème de la condition féminine est sous-jacent également au chapitre suivant, dont la première partie consiste en un rappel des principaux résultats des importantes études conduites récemment sur les solidarités familiales dans la francophonie. Vivacité des réseaux d'entraide, taille relativement limitée de ceux-ci,

importance de l'affinité, de la consanguinité, etc., en constituent les principales caractéristiques avec, précisément, le rôle primordial des femmes. Qu'advient-il alors de ces solidarités, se demande A. Pitrou, lorsqu'elles incomberont à une nouvelle génération de femmes, moins traditionalistes que leurs aînées ? Là réside en effet l'un des problèmes centraux de la tentative de report sur les familles de la prise en charge de leurs membres dans le besoin. Leur renvoyer ainsi la balle, c'est ignorer tout simplement que les femmes peuvent – et pourront encore davantage à l'avenir – avoir d'autres projets que s'occuper de leurs parents âgés, même lorsqu'elles veulent se mettre au service de causes socialement utiles (bien que la prise en charge des malades représente une part importante de l'entraide familiale, on peut regretter que l'auteur ne fasse pas une place plus grande ici à d'autres de ses aspects, comme les soutiens psychologiques, dont on connaît l'importance). Cet appel aux familles, et la dénonciation d'un individualisme égoïste dont elles seraient coupables, n'est, souligne Agnès Pitrou, pas sans rencontrer un certain écho dans la période d'insécurité économique que nous traversons. Il pourrait toutefois conduire à un familialisme de repli, au détriment des engagements publics.

Derrière ce qu'Agnès Pitrou nous dit de ces trois thématiques transparaissent toutes les ambiguïtés dans le cadre desquelles s'élaborent les politiques dites familiales, ambiguïtés qu'elle souligne d'ailleurs dans le premier chapitre de son livre : «La politique familiale : un objet difficile à saisir». Premières ambiguïtés, celles des pouvoirs publics qui affirment clairement leur volonté de tenir compte du pluralisme des modes de vie familiaux et de la liberté de choix des acteurs et qui, on l'a vu, renvoient constamment, par les mesures qu'ils édictent, à un modèle traditionaliste, privilégiant la présence des deux conjoints et un partage des tâches où l'homme poursuit son chemin pro-

fessionnel et la femme se dévoue en premier lieu à son foyer, son mari, ses enfants et ses proches parents dans le besoin. Cette «impossible neutralité» ne découle pas seulement, selon l'auteur, du fait que toute mesure implique, *ipso facto*, une prise de position. Elle traduit souvent un «consensus mou», qui vole en éclats lorsqu'on dépasse les principes généraux et que les enjeux réels refont surface. Mais l'ambivalence n'est pas l'apanage des hommes politiques soucieux de ne pas compromettre leur réélection. Ceux qu'Agnès Pitrou appelle les «acteurs intermédiaires» (groupes de pression, courants d'opinion, agents chargés de la mise en oeuvre des mesures ...) baignent dans le même unanimisme de façade, pour mieux s'opposer les uns aux autres quand des questions précises se posent (doit-on, par exemple, accorder des allocations aux femmes qui, pour cause de maternité, quittent un marché du travail déprimé ?). Les familles elles-mêmes ne sont pas en reste, oscillant entre leur volonté d'autonomie teintée de méfiance à l'égard des pouvoirs publics et leur appel à des aides toujours plus nombreuses. D'ailleurs, relève l'auteur, la seule connaissance que l'on ait bien souvent de leurs desiderata, ce sont les résultats de sondages fort discutables.

Au terme de la lecture de cet ouvrage riche et stimulant, le lecteur s'interroge malgré tout sur la deuxième dimension qui retient Agnès Pitrou pour construire son objet : le choix des quatre pays ou régions francophones, dicté, nous dit-elle, par des considérations linguistiques et les affinités de réseaux. Est-ce l'existence de ces dernières qui «lisse» pareillement les points de vue des chercheurs, qu'on ne voit qu'exceptionnellement en opposition dans le cadre de ce livre ? Ou faut-il attribuer cette convergence à d'autres causes, par exemple à une commune orientation de départ des sociologues qui s'intéressent à ces questions ? On s'interroge toutefois également sur ce choix pour une

autre raison : les quatre aires d'étude retenues n'apparaissent en définitive guère en tant que telles dans l'ouvrage, alors que l'auteur elle-même a souligné combien les politiques familiales ne pouvaient se comprendre que dans leur contexte. Face à cette double indistinction, le lecteur se prend à regretter qu'Agnès Pitrou ne nous ait pas fait davantage profiter de ses connaissances linguistiques, plus étendues qu'elle ne veut bien le dire comme le suggère l'une ou l'autre traduction, effectuée par elle, de citations de textes allemands.

Mais cela ne remet nullement en cause l'intérêt de ce livre, servi non seulement par l'esprit de synthèse bien connu de l'auteur mais aussi par le sens aigu de l'observation, la capacité de critique et la richesse de réflexion d'une sociologue de la famille qui en arrive à se demander quelle est la validité actuelle de la rituelle affirmation de «la famille, cellule de base de la société».

Josette Coenen-Huther
Université de Genève

Dieter Bögenhold und Udo Staber,
Von Dämonen zu Demiurgen?
Zur (Re-)Organisation des Unter-
nehmertums in Marktwirtschaften,
Akademie-Verlag, Berlin 1994.

Die Verfasser versprechen ein Stück soziologische Aufklärung zu einem oft propagandistisch verstellten Thema: zur Rolle, Funktion und Bedeutung des Unternehmertums in der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Entwicklung. Die bedächtige und im Ton sachlich gehaltene Vorgehensweise hebt den Beitrag von Bögenhold und Staber wohlthuend vom belehrenden Duktus manch anderer „Aufklärer“ ab. Bezeichnend das Fragezeichen, das sie den plakativen Unternehmertiteln „Dämon“ und „Demiurg“ hintanstellen. Das

Werk ist unter vielen Fragezeichen geschrieben und endet auch mit solchen, ohne eine der sonst üblichen „definitiven Feststellungen“ zur Bedeutung des Unternehmertums. Hier wird in der Tat soziologische Aufklärung in einem guten Sinne praktiziert.

Anlaß für das Buch ist die offenkundige Aktualität der – vor allem wirtschaftspolitisch ambitionierten – Suche nach Unternehmerschaft in den diversen Transformationsökonomien Osteuropas. Der historisch bedingte „Kurzschluß“ von Plan- und Marktwirtschaften stimuliert die Rekapitulation der (akademischen) Sozialismus-Kapitalismus-Debatte. Um nicht der „Sieg des Kapitalismus“-Euphorie und der kurzsichtigen Liberalismus-Propaganda zu verfallen, bemühen sich die Autoren um einen historisch fundierten Blick auf die „langen Wellen“ wirtschaftlich-gesellschaftlicher Entwicklung. Fluchtpunkte für solche Betrachtungen finden sich bei Karl Marx, bei Werner Sombart und vor allem bei Joseph Schumpeter. Diese drei Namen markieren am deutlichsten die 100jährige Geschichte der Kapitalismustheorie und auch der charakterologischen Bemühungen um ein „Bild“ vom Unternehmer: vom „Dämon“ (Marx’ „Ausbeuter“ und Sombarts „Faust“) des 19. Jahrhunderts zum „Demiurgen“, dem platonischen „Weltbaumeister“, dessen Züge sich in Schumpeters „schöpferischem Zerstörer“ wiederfinden.

Doch das Hauptaugenmerk von Bögenhold und Staber gilt nicht den in diesen Charakterbildern beschworenen Symboliken und Kosmologien. Sie kontrastieren vielmehr die Prognosen, die Marx, Sombart und Schumpeter für die Zukunft des Kapitalismus aufgestellt hatten, mit zahlenmäßig abbildbaren Realitäten des 20. Jahrhunderts. Sie weisen stichhaltig nach: der als „unvermeidlich“ angekündigte Konzentrationsprozeß der Wirtschaft ist ausgeblieben. Um nur zwei der einschlägigen Daten (aus Kapitel II, hier S. 36) anzuführen: 1987 waren 43,8% al-

ler Beschäftigten in der Bundesrepublik Deutschland in Unternehmen mit weniger als 50 Mitarbeitern tätig – ein Anteil, der höher liegt als der vor dreißig Jahren. Der Anteil solcher Kleinbetriebe an der Gesamtheit aller Unternehmen ist mit 97,2% im gleichen Zeitraum ebenso hoch wie nahezu unverändert geblieben. Ähnliche Befunde weisen Bögenhold und Staber anhand von OECD-Daten für viele andere entwickelte Länder nach. Dem ausschließlichen Blick auf den Sektor des produzierenden Gewerbes, von dem alle früheren Prognosen geführt wurden und der oft auch heute noch die Agenda der sozialpolitischen Debatten dominiert, sind hinsichtlich der Konzentrationserwartungen die besonderen Bedingungen des Dienstleistungssektors entgangen. Vielleicht das wichtigste Faktum aller in diesem Buch präsentierten Datenreihen: Der Kleinbetrieb und der/die Selbständige sind auch in gesamtwirtschaftlichen Maßen wesentlich bedeutender, als es die auf „Industrie“ fixierten Debatten vermuten lassen.

Einem ebenso naheliegenden wie zweifelhaften Schluß aus diesen (bekannten) Tatsachen – daß die *Gründungen* von Betrieben per se gesamtwirtschaftlich neue Arbeitsplätze schaffen – stellen Bögenhold und Staber im Kapitel III ebenfalls statistische Daten entgegen. Die Zahlen von Betriebsgründungen und -konkursen halten sich langfristig die Waage und haben einen kaum meßbaren Effekt auf das Gesamtarbeitsvolumen. Aufschlußreich ist auch der Hinweis auf den Effekt der Selbständigkeit aus einer „Ökonomie der Not“: Gründungen von Arbeitslosen, die keine angestellte Beschäftigung in ihrem erlernten Beruf finden. Solche – in der Regel langfristig nicht sehr aussichtsreiche – Gründungen sind vor allen Dingen in Zeiten hoher Arbeitslosenraten statistisch nachweisbar – was den Schein erzeugt, Rezessionen seien geradezu ein El Dorado für den Gründergeist. In etwas heterogener Weise beschäftigen sich die anschließenden Kapitel (IV bis VI) mit den We-

gen zur Gründung und zur beruflichen Selbstständigkeit. Kapitel IV untersucht den Zusammenhang von Wirtschaftszyklen und der Bildung von Produktivgenossenschaften, Kapitel V den Zusammenhang von Arbeitsmarktlage und Motiven zur Selbstverwirklichung, Kapitel VI fragt nach den besonderen Bedingungen (hinsichtlich sozialer Netzwerke) für Frauen, die sich selbstständig machen. Auf den Versuch, diese Einzelbefunde zu den Wegen in die Selbstständigkeit zu integrieren und zu generalisieren, verzichten die Autoren leider.

Vielmehr greifen sie im letzten Kapitel (VII) auf ihre Eingangsfragen zur Sozialismus-Kapitalismus-Debatte zurück – Fragen, die in den dazwischenliegenden statistisch-empirischen Abschnitten unberührt blieben – und gelangen zu dem Schluß, daß sich weder die Untergangsprophetien noch die Unternehmertumsapologien im Lichte der empirischen Daten halten lassen. Doch spätestens an dieser Stelle macht sich eine *Zwiespältigkeit der Argumentationsebenen* des Buches nachhaltig bemerkbar. Historisch punktuell ausgesprochene *Zeitdeutungen* werden Jahrhunderte oder zumindest Jahrzehnte später an einem *Dateninstrumentarium* gemessen, das erst heute zur Verfügung steht. Zumindest wächst der Verdacht, hier sei dem Argumentationsgang eine anachronistische Methodik unterlegt. So interessant die Befunde der einzelnen Zwischenkapitel für sich genommen auch sind: wofür oder wogegen sprechen sie, wenn man solch eine altehrwürdige Debatte wie jene um Sozialismus versus Kapitalismus als Folie anlegt? Marx, Sombart und Schumpeter irrten, der „Dämon“ des Ausbeuters ist gebannt, der Unternehmer als „Demiurg“ sozialen Wandels rehabilitiert? Lohnt es, um solcher Erkenntnisse willen die Alten zu lesen, die unsere Zahlen noch nicht kennen konnten?

Bögenhold und Staber empfehlen den historischen Blick, den sie bei den Klassikern ausmachen, als probates sozialwissenschaftliches Mittel gegen die Dramatik und

Polemik üblicher Zeitdiagnosen: „So verblässen die historischen Aufgeregtheiten im Hier und Heute ein wenig, wenn wir den Blick ‚über die Jahrzehnte‘ schweifen lassen. Wer einen sozialhistorisch weiter geöffneten Blickwinkel einnimmt, der läßt sich von der Hektik des am tagespolitischen Nabel Hängenden nicht gar so schnell anstecken und vermag mitunter, hinter den manifesten Umbrüchen und Diskontinuitäten gelegentlich auch soziale Kontinuitäten zu entdecken“ (S. 9). Speziell richteten sie sich gegen eine *Kapitalismus-empfindlichkeit innerhalb der Akademie*. Ausführlich zitieren sie Schumpeter, der gegen die „Nieder-den-Kapitalismus-Rhetorik“ (S. 10) anschrieb. Schumpeter zielte auf eine akademische Stimmung in den USA der 40er und 50er Jahre, eine Stimmung, die Bögenhold und Staber auch der bundesdeutschen 68er-Bewegung attestieren. Genau besehen versuchen Bögenhold und Staber also eine Aufklärung an zwei Fronten, gerichtet einmal an ein an Daten spezieller Art gewöhntes Publikum, ein andermal an eine von bestimmten Ressentiments gekennzeichnete Stimmung in der akademischen, speziell sozial- und geisteswissenschaftlichen Profession. Die Wirkung dieser gedoppelten Aufklärung erscheint etwas zweifelhaft. Für diese Intention fallen der Rahmen (Kapitel I und VII) und das Gerahmte (die Daten aus den Kapiteln II bis VI) zu sehr auseinander.

Um das hochgesteckte Ziel zu erreichen, bedürfte es wohl auch einer Analyse der *sozialen Funktion* der Kapitalismus-Rhetorik. Der Verweis auf „nackte Tatsachen“ und eine Faktorenanalyse haben noch selten eine wirkungsvolle Symbolik aus den Angeln heben können. Hierzu wäre vielleicht der Hinweis nützlich gewesen, daß der Titel „Kapitalismus“ zunächst eine rein akademische Prägung war: von Sombart und Weber als Gegenbegriff zu „Sozialismus“ (für eine *Gesellschaftsutopie* bestimmten Typs) kreiert. Die Wirtschaftstheorie hat – abgesehen von Joseph Schumpeter – diesen Begriff nie als treffende

Kennzeichnung einer *Wirtschaftsordnung* akzeptiert. Kapitalismus-Kritik eignete sich immer schon besser zur Mobilisierung von Ressentiments verschiedenster Art als zur Analyse wirtschaftlicher Beziehungen. Wahrscheinlich müßte der historische Blick, den Bögenhold und Staber vorschlagen, doch etwas früher als zu Beginn unseres Jahrhunderts ansetzen und sich auch auf die Geschichte der Geld- und Kreditwirtschaft richten. Zum Zusammenhang von Unternehmertum und Kredit erfährt man bei Bögenhold und Staber leider nichts. So bleibt trotz der sachlich-trockenen Datenprosa der Zwischenkapitel an ihrer *Deutung* unternehmerischen Handelns letztlich doch ein Überbleibsel des romantisierenden Werksmythos haften, von dem schon Sombart und Schumpeter fasziniert waren. Dem vorliegenden Buch ist als Verdienst anzurechnen, das Fragezeichen hinter den plakativen Personalisierungen des Unternehmers als Dämon oder Demiurg durch profunde Detailstudien weiter etabliert zu haben. Historisch-vergleichende Einblicke in die „(Re-)Organisation des Unternehmertums in Marktwirtschaften“ sind von den „weiteren theoretischen und empirischen Forschungen“ zu erhoffen, die Bögenhold und Staber am Ende ihres Buches versprechen (S. 109).

Achim Brosziewski, *Soziologisches Seminar der Hochschule St. Gallen*

Hanspeter Kriesi (sous la direction de), *Citoyenneté et démocratie directe. Compétence, participation et décision des citoyens et citoyennes suisses*, Seismo, Zurich 1993, 304 p.

L'ouvrage réalisé par une équipe de jeunes politologues sous la direction du Professeur Kriesi mérite d'être salué à plusieurs égards.

Premièrement, il représente indéniablement une contribution décisive à la connaissance du système politique suisse, dans la mesure où il apporte de multiples

éclairages sur le fonctionnement concret de cette institution fondamentale qu'est la démocratie directe. On peut même dire que le panorama présenté est pratiquement exhaustif, tellement le livre fourmille d'analyses sur les aspects les plus divers des comportements des citoyens. Les conclusions s'appuient sur une étude systématique des données des enquêtes par sondage VOX, qui sont régulièrement réalisées à l'occasion des votations fédérales. A ce titre, ce texte est un complément bienvenu à l'ouvrage d'Erich Gruner et Hans-Peter Hertig, *Der Stimmbürger und die «neue» Politik*, qui date maintenant de plus de dix ans (Berne, Haupt, 1983), et dont le substrat empirique était plus restreint.

Deuxièmement, et plus largement, les conclusions de ce livre pourraient aisément servir de point de départ pour étayer des propositions théoriques plus générales sur les comportements politiques des citoyens dans les systèmes démocratiques. En effet, la démocratie directe suisse permet au chercheur de connaître les attitudes des individus à propos d'objets sur lesquels ils sont appelés à se prononcer réellement, alors que les travaux portant sur les démocraties uniquement représentatives doivent se contenter de recenser des attitudes dont l'impact sur les décisions politiques des élus peut fort bien être inexistant. La recherche en Suisse dispose donc ici d'une sorte de «laboratoire», qui lui permet d'apporter des contributions sur la participation des citoyens présentant un intérêt international.

En particulier, les résultats de cette recherche appuient fortement la thèse que dans nos démocraties subsiste un «cens caché» (Gaxie), qu'il n'est d'ailleurs pas illégitime de considérer comme une des «promesses non tenues» (Bobbio) de ces régimes. Malgré l'égalité démocratique formelle, les déterminants socio-culturels, en particulier la détention d'un capital économique et informationnel, jouent un rôle central dans les inégalités politiques

réelles. Ainsi, la stratification sociale se mue tout simplement en stratification politique : même dans des procédures participatives, la composante élitare reste centrale, puisque la non-maîtrise des enjeux politiques par les classes dominées conduit à leur «autocensure» et à l'abstention (H. Kriesi, p. 278).

Enfin, le mérite de l'entreprise est d'autant plus grand si l'on tient compte du fait que l'ouvrage est issu d'un séminaire post-gradué à l'Université de Genève. Combien d'enseignements organisés dans nos institutions peuvent s'enorgueillir de déboucher sur de tels produits de qualité, alliant souvent la connaissance des théories pertinentes avec la maîtrise des outils techniques appropriés ? Si l'on sait en plus l'énorme et minutieux travail «souterrain» qu'il a fallu accomplir pour rendre les données exploitables, alors on devient franchement admiratif.

Cette appréciation d'ensemble plus que positive ne peut évidemment gommer toute critique, à portée variable bien sûr. La plus centrale porte sur la mesure de la «compétence pratique» des citoyens, qui est définie comme leur capacité à étayer leur décision à propos de l'objet sur lequel ils doivent se prononcer. C'est un élément-pivot, dans la mesure où les analyses montrent qu'il peut influencer à la fois sur la participation au scrutin et sur le sens du vote. Par ailleurs, l'idéal d'une compétence élevée se situe dans la plus pure tradition de l'*Aufklärung* qui a présidé à la mise en place des systèmes démocratiques, reposant sur la conception d'un citoyen critique, délibérant rationnellement, et doté de réflexivité. Les auteurs concluent que cette compétence est effectivement élevée en Suisse. Toutefois, le seuil de compétence admis est extrêmement bas : il suffit de donner une raison à son choix de vote, aussi simpliste qu'elle soit, et même redondante par rapport à des slogans (par ex. : «trop d'étrangers» ou «trop d'Etat»). Curieusement, l'auteur admet sans peine

que cet indicateur est «très peu exigeant» (D. Bütschi, p. 101), mais sans que en soient tirées les conclusions nécessaires. Même s'il est évident que toute fixation de seuil comporte, en fin de compte, une dose d'arbitraire, on pourrait s'attendre à davantage de problématisation et de prise en compte de cette contingence dans la construction de l'indice. Il ne s'agit pas là de simples détails méthodologiques : dans une période de débat sur le rôle et les effets des droits populaires, l'usage de telles recherches peut aisément échapper aux scientifiques. Et une appropriation politique de ces résultats par toutes sortes de populistes glorifiant le peuple et de conservateurs sacralisant le statu quo institutionnel serait d'autant plus gênante qu'elle serait, en l'occurrence, diamétralement opposée aux intentions des chercheurs. Ces derniers constatent d'ailleurs eux-mêmes que, en dépit du seuil peu exigeant et de l'autocensure des «incompétents», la part de «Neinsager» est bien supérieure dans ces groupes de la population (F. Passy, p. 223) ...

On peut aussi relever un certain déséquilibre et manque d'intégration entre l'excellente introduction théorico-méthodologique d'H. Kriesi, qui met le problème de la participation en perspective grâce au recours aux classiques de la pensée politique, et le caractère relativement ponctuel de la plupart des chapitres empiriques. Mais ceci est monnaie courante dans les oeuvres collectives ... Enfin, alors que dans l'ensemble les conclusions avancées sont prudentes et pondérées, des appréciations quelque peu précipitées sont aussi parfois perceptibles. Ainsi, est-il indispensable de s'inspirer tout soudain du discours journalistique, qui érige le temps (météorologique) en facteur susceptible d'influencer la participation (M. C. Nidegger, pp. 155-156), pour faire des mesures tout aussi sophistiquées que vaines dans cette direction ? L'explication des faits sociaux consiste plutôt à repérer d'autres faits sociaux qui leur sont liés,

plutôt que des évènements cosmiques ... A ce compte, on pourrait tout aussi bien reprendre les nombreux essais sur l'hédonisme de la post-modernité, et opérationnaliser également l'effet de la «fièvre du samedi soir», qui peut fort bien agir de manière dissuasive lorsqu'il s'agit de se rendre aux urnes le lendemain matin !

Mais ces quelques propos volontairement provocants touchent des aspects suffisamment circonscrits pour ne pas remettre en question ni le sérieux, ni l'utilité de ce qui reste à ce jour un des très rares ouvrages englobants sur la démocratie directe et la participation politique en Suisse.

Yannis Papadopoulos
Institut d'études politiques et internationales, Université de Lausanne

Peter Fuchs und Andreas Göbel,
Hrsg., *Der Mensch – das Medium der Gesellschaft?* Suhrkamp,
Frankfurt am Main 1994, 368 Seiten.

Wie oft musste die Luhmannsche Systemtheorie sich schon den Vorwurf gefallen lassen, dass sie den Menschen vernachlässige, ja gar seine Existenz leugne und sich somit als Vollendung technokratischen und anti-humanistischen Denkens erweise. Luhmanns Plazierung des Menschen ausserhalb der Gesellschaft, d. h. in deren Umwelt, als psychisches und physisches System, mag auf den ersten Blick kontraintuitiv erscheinen und „alteuropäische“ Abwehrreaktionen hervorrufen. Und wenn Luhmann Kritiken an der Exkommunikation des Menschen aus der Gesellschaft mit der Gegenfrage beantwortet, welcher von den 5 Milliarden Menschen wohl gemeint sei, dann mag dies zwar eine geglückte Polemik sein, lässt aber Probleme des eigenen „Theoriemagagements“ unberührt.

Der von Luhmann vertretene Verzicht auf den Menschen als gesellschaftstheoretische Kategorie könnte aber auch auf

einen „blinden Flecken“ der Systemtheorie verweisen. Ein derartiges Unbehagen am bisherigen systemtheoretischen Umgang mit dem Menschen macht der von P. Fuchs und A. Göbel herausgegebene Sammelband – mit dem für Uneingeweihte wohl recht absonderlichen Titel „Der Mensch – das Medium der Gesellschaft?“ – zu seinem Gegenstand. Es handelt sich hier nicht um eine von aussen kommende Kritik, sondern um den Umgang von Systemtheoretikern mit den von ihnen selbstgeschaffenen Problemen – ganz im Sinne eines autopoietischen Prozesses! Die Beiträge der im Band ebenfalls versammelten, diskursanalytisch orientierten Literaturwissenschaftler gruppieren sich als eine häufig übersehene und unterschätzte theoretische Nachbarschaft hinzu. Was, so liesse sich die Ausgangsfrage des Sammelbands zusammenfassen, kann, nachdem man Luhmann (und vielleicht auch Foucault) gelesen hat, über den Menschen noch gesagt werden?

Die Aufsatzsammlung beginnt mit einem experimentellen Essay von Fuchs (in seinen Worten: ein „Probierpapier“), das ein Theorieangebot, noch offen und ungesichert, formuliert. Dem bisherigen Ungenügen der systemtheoretischen Theoriebildung begegnet Fuchs mit der These, „dass der ‚Mensch‘ (die Menschen) das Medium der Gesellschaft sei, aber als Medium (bestehend aus der Form ‚Mensch‘) durch seine ‚Granulationseigenschaften‘ einschränke, was es für die Form Gesellschaft heissen kann, prägend zu sein“(16). „Medium“ bezeichnet eine „lose gekoppelte“ Menge von Elementen, während „Form“ die feste Kopplung dieser Elemente beschreibt. Ein Medium selbst lässt sich nicht beliebig formen, sondern entfaltet eine eigen- und widerständige Hintergrundaktivität, obgleich es dabei unsichtbar bleibt. Während die Systemtheorie den Medienbegriff bereits erfolgreich auf verschiedenste Subsysteme angewendet hat (z. B. Geld als Medium des ökonomischen, Macht als Medium des politischen Sy-

stems), taucht nun das Problem auf, welches Medium die Gesellschaft verwendet, die aus der Gesamtheit der Kommunikationen aller Subsysteme besteht.

Soziale Formen – gesellschaftliche Kommunikationen schlechthin – sind demnach stets abhängig von der Hintergrundaktivität des Mediums „Mensch“, das nun sogar die konstruktivistische Systemtheorie mit einem „Schatten von Materialität“ ausstattet. Anhand des Konstruktes „Mensch“ thematisiert Gesellschaft ihre Selbstgefährdung und versucht so die „wildgewordene Kontingenz“ moderner Gesellschaften zu regulieren. Das Argument vom Überleben der Gattung stellt einen derartigen Versuch dar, das gesellschaftlich Machbare zu beschränken.

Fuchs stimulierender Aufsatz lässt, wie er auch selbst betont, zahlreiche Fragen offen, was dem Versuch auch kaum zum Vorwurf gemacht werden kann. Die Beziehung des Mediums „Mensch“ zur bestehenden Luhmannschen Begriffsapparatur bleibt zum Teil ungeklärt: Der Sinnbegriff fungiert bei Luhmann als „Supermedium“, welches soziale und psychische Systeme miteinander verbindet, womit der Mensch als Medium Konkurrenz erhält. Ähnlich verhält es sich auch mit dem Mediumsbegriff: Fuchs stützt sich vor allem auf die Medium/Form-Unterscheidung, versucht aber nicht, das Verhältnis zur Theorie symbolisch generalisierter Medien differenziert zu bestimmen. Gerade hier könnten sich aber spannende Anschlussfragen ergeben: Was bedeutet es etwa, wenn die Gesellschaft im Gegensatz zu ihren Subsystemen über ein Medium verfügt, welches nicht binär codiert werden kann? Muss sie, wie das Erziehungssystem mit dem nicht binär codierten Medium „Kind“, dieses „Defizit“ durch organisatorische Bemühungen wettmachen? Weiter erhält der Begriff des Menschen einen eigentümlichen Doppelstatus: einerseits bezeichnet er ein gesellschaftsexternes psychophysisches Systemarrangement, andererseits die paradoxe ge-

sellschaftsinterne Konstruktion dieses Aussens als soziales Medium.

Die von Fuchs' Beitrag provozierten, im Band versammelten Positionen knüpfen zum Teil an seinen Vorschlag an; meist jedoch nur in dem Sinne, dass ein spezifischer Weg aufgezeigt wird, wie mit dem Menschen systemtheoretisch umgegangen werden kann. In keinem der Aufsätze geht es um eine Wiedereinführung des Menschen als Begründer der Gesellschaft oder als soziologische Letztseinheit, welche die Systemtheorie letztlich wieder „humanisieren“ würde. Es handelt sich hier also weniger um ein systemtheoretisches „Rückzugsgefecht“, als um ein Anerkennen der zentralen Bedeutung des Menschen als kommunikatives Konstrukt. Dass dies nicht zu einer uniformen Behandlung des Menschen in der Systemtheorie führen muss, wird in der Vielfalt der im Sammelband vorgeschlagenen Herangehensweisen deutlich, die im folgenden nur schlaglichtartig beleuchtet werden kann.

Der Mensch als Kontingenzformel: An Fuchs Ausführungen anschliessend fragt W. Bergmann ebenfalls nach der Funktion des Menschen in der modernen Gesellschaft. Da keine Gesellschaft ihr nicht-kommunikatives Aussen zu erreichen vermag, benötige sie „Kontingenzunterbrecher“, welche ihre unter Umständen zerstörerische Selbstreferentialität zu begrenzen vermögen.

Der Mensch als Akteursfiktion/Person: G. Teubner und M. Hutter reformulieren die Fuchssche These derart, dass nun Personen (und nicht Menschen) als spezifische Medium/Form-Konstellationen verstanden werden. Als mediale Komponenten ermöglichen Personen oder rationale Akteursfiktionen (wie der homo oeconomicus), die subsystemspezifisch konstruiert werden, eine operative Kopplung von sozialen und psychischen Systemen. Personen erhöhen die gegenseitige Perturbationschancen von Systemen und entsprechen somit genau dem „logischen Ort“ der gegenseitigen Irritation.

Historische Semantiken des Menschen: Der Mensch eignet sich als Ausgangspunkt für semantische Analysen, die sich dafür interessieren, wovon der Mensch unterschieden wird. R. Stichweh stellt eine Verlagerung von Antonymen, die ein dem Menschen Äusseres bezeichnen (z. B. Barbaren), zu einer internen Differenzierung des Menschen (von Mensch und Bürger in der Neuzeit) fest. Im Beitrag von P. Fuchs, D. Buhrow, M. Krüger wird am Beispiel der Exklusion von Behinderten aus dem Erziehungssystem der ehemaligen DDR deutlich, wie die systemspezifische Konstruktion von Menschen Inklusions- und Exklusionschancen reguliert. Trotz unterschiedlicher Theoriesprache bewegen sich die diskursanalytischen Arbeiten (besonders M. Schneider und W. Schäffner) auf einem ähnlichen Terrain. Auch hier geht es um das Nachzeichnen historisch spezifischer Konstruktionen des Menschen. Im 19. Jahrhundert werde der Mensch in einer eigentümlichen Konstellation als statistisches Datenmaterial oder als literarisches Paradigma konstruiert. Eine genauere Historisierung des Menschen in der Funktion als Medium und Kontingenzunterbrecher könnte für diese Relativierung der Exklusivität fruchtbar werden. Dafür mag sich ein genealogisches Vorgehen empfehlen: B. Wagners Beitrag macht beispielsweise die Medialisierung des Menschen im 18. Jahrhundert am Effekt von Disziplinierungsstrategien fest. Ungeklärt bleibt jedoch, welche theoriebautechnischen Konsequenzen mit einer derartigen Historisierung für Fuchs' These der Medialisierung des Menschen einhergehen.

Während sich eine Analyse, die den Menschen als semantisches Konstrukt versteht, das unterschiedlichste Funktionen übernehmen kann (sei es die Regulierung von Inklusion/Exklusion oder die eines Kontingenzunterbrechers), in den Luhmannschen Theorierahmen ohne grössere Probleme einfügt, stellt die Fuchssche These wohl die grössere innertheoretische He-

rausforderung dar. Denn hier wird der Mensch – ohne dass ganz klar wird, ob das psychophysische Systemarrangement oder ein gesellschaftsinternes Konstrukt gemeint ist – zur invisibilisierten Bedingung von Gesellschaft überhaupt und setzt ihr sogar immanente Grenzen; nicht nur als Kontingenzunterbrecher, sondern auch aufgrund der „Hintergrundaktivität“ oder „Körnigkeit“ des Mediums.

Im Gegensatz zu einer medientheoretischen Fassung des Menschen besteht N. Luhmann in seinem Aufsatz auf der Notwendigkeit von nicht-humanistischen Theorien, da diesen der Mensch nicht mehr als „*obstacle épistimologique*“ im Wege stehe. Nur so kann, in Luhmanns Worten, der „Tücke des Subjektes“, sich als Mensch „anzubiedern“, entgangen werden. Indem er das Subjekt differenztheoretisch liest, zeigt Luhmann, dass ein derart dekonstruiertes Subjekt genau jene theoretischen Probleme erzeugt, mit welchen die Systemtheorie sich beschäftigt: die Paradoxie der Einheit, die oszillierende Aktualisierung von Fremd- und Selbstreferenz, das re-entry einer Unterscheidung in die Unterscheidung. Dies heisst aber auch, dass die Systemtheorie sich der „Altlasten“ subjekt- und bewusstseinsphilosophischer Traditionen nur zum Teil entledigt, setzen sich doch gleichzeitig einige ihrer Problemexpositionen in veränderter Form in der Luhmannschen Systemkonzeption fort.

Eine konsequente Dekonstruktion des Menschen kann sich nicht damit begnügen, subjekttheoretische Problemstellungen auf das Feld der Systemtheorie zu übertragen. Wenn der Mensch nicht nur als Bezeichnung eines semantischen Konstruktes dient, sondern Probleme der subjekttheoretischen Tradition mitgemeint sind, dann kann die Systemtheorie sich nur dadurch vom „alteuropäischen“ Gedankengut abgrenzen, indem es ihr gelingt, den Subjekt-Objekt Dualismus aufzugeben. D. Baecker geht deshalb in seinem Aufsatz nicht vom Menschen selbst aus,

sondern fragt nach den Möglichkeiten eines Denkens, das den Menschen zu träumen vermag. Das Argument befasst sich mit der differenztheoretischen Grundlegung des systemtheoretischen Denkens, mit den Voraussetzungen des Luhmannschen Theorieunternehmens. Ein derartiges Denken versucht den Spalt zwischen Wahrnehmung (psychischen Systemen) und Kommunikation (sozialen Systemen) zu vertiefen, um so die Form der Unterscheidung selbst, das Sein des Seienden, zu denken. Der Mensch taucht erst nachträglich als Denkender des Denkens auf, in der Form eines „re-entry“ einer Differenz und den damit verbundenen Unentscheidbarkeiten: Er wird zum wieder-eingeführten Beobachter des Denkens.

Den vorliegenden Sammelband „durchgeistern“ in den verschiedensten Formen der Mensch und seine semantischen Korrelate. Es wäre leichtsinnig, schon jetzt für eine bestimmte Selektionsofferte sich zu entscheiden und so unnötig theoretische Komplexität zu reduzieren. Vielmehr gilt es, die zahlreichen Anregungen dieses Bandes zueinander in Beziehung zu setzen sowie weitere begriffliche Präzisierungen und Differenzierungen zu erarbeiten. Individuum, Person, Subjekt, Körper, und vielleicht sogar ein nachträglicher Beobachter des Denkens können nicht einfach als äquivalente Metaphern des Menschen betrachtet werden, sondern als Kategorien, deren Geflecht es innerhalb der Systemtheorie zu entziffern gilt. Dass sich dabei eine Nachbarschaft zur französischen Diskursanalyse nicht bloss zufällig ergibt und sogar zu fruchtbaren intertheoretischen Irritationen Anlass geben könnte, dafür stehen nicht zuletzt die im Sammelband versammelten literaturwissenschaftlichen Arbeiten.

Urs Stäheli, Centre for Theoretical Studies, University of Essex, UK

Karl-Heinz Hillmann, *Wörterbuch der Soziologie*. Begründet von Günter Hartfiel (Kröners Taschenbuchausgabe, Band 410), Alfred Kröner Verlag, Stuttgart 1994, 4., überarbeitete und ergänzte Auflage, 971 Seiten, DM 48.—.

An soziologischen Fachlexika herrscht mittlerweile im deutschen Sprachraum kein Mangel mehr. Doch nur wenige, die sowohl den professionellen Ansprüchen der Soziologie in Studium und Lehre als auch der interessierten Öffentlichkeit gerecht würden und eine wirkliche Hilfe sowie ein zuverlässiges Arbeitsmittel wären, haben sich bewährt. Dazu gehört sicherlich das von Günter Hartfiel in den siebziger Jahren begründete „Wörterbuch der Soziologie“, das sich um Objektivität, Ausgewogenheit und Interdisziplinarität bemühte. Diesen Grundsätzen weiß sich ebenso Karl-Heinz Hillmann verpflichtet, unter dessen Obhut nunmehr das „Wörterbuch der Soziologie“ fortgesetzt und gründlich überarbeitet neu aufgelegt worden ist.

In enger Kooperation mit namhaften Kolleginnen und Kollegen hat Hillmann ein fast tausend Seiten starkes Compendium der Soziologie vorgelegt, das im Hauptteil „Sachwort- und Personalartikel von A-Z“ präsentiert und in den beiden Anhängen einen kurzen Überblick über die „Präsidenten bzw. Vorsitzenden der Deutschen Gesellschaft für Soziologie“ sowie „Soziologinnen und Soziologen an Universitäten in Deutschland, Österreich und der Schweiz“ gibt. Im Hauptteil erläutert das „Wörterbuch der Soziologie“ auf rund 2500 Sach- und Personalartikeln zentrale Begriffe der Soziologie und angrenzender Fachdisziplinen, informiert über wissenschaftstheoretische Grundlagen, über Geschichte, Klassiker und prominente Vertreter der Soziologie, theoretische Positionen, spezielle Soziologien und über Methoden der empirischen Sozialforschung.

Der Schwerpunkt des Wörterbuchs liegt eindeutig auf den Sachwortartikeln; ein Verzeichnis weiterführender Literaturhinweise erleichtert dabei jeweils eine Vertiefung in bestimmte Artikel. Weitgehend einheitlich im Stil und zugleich verständlich geschrieben, versteht sich das „Wörterbuch der Soziologie“ seinem Charakter nach in erster Linie als Nachschlagewerk, das nicht nur definitorische Klarheit über Begriffe bietet, sondern zugleich ebenso deren Einbettung in komplexere gesellschaftliche Zusammenhänge verdeutlichen will.

Das ist auch dringend geboten! Denn soziologisches Halbwissen wird mittlerweile allzu oft selbstverständlich als bares Wissen im Alltag und Studium genommen, und dabei ist die Bedeutung der Begriffe verloren gegangen, mit denen wir die Bedingungen, Aufgaben und Sachverhalte in der Soziologie präzise bezeichnen können. Soziologisches Reden ist gewissermaßen zum Alltagsjargon geworden, hat aber damit seine Deutungskraft eingebüßt. Die Soziologie von diesem Ruch des Banalen zu befreien, dazu kann das „Wörterbuch der Soziologie“, wenn es denn zur Hand genommen wird, entscheidend beitragen.

Der Wert des Wörterbuchs erweist sich mithin erst bei der täglichen Arbeit; hier kommen sehr schnell seine Stärken und Schwächen zum Vorschein. Dabei zeigt sich, daß selbst ein so titanisches Unterfangen, wie es das „Wörterbuch der Soziologie“ darstellt, nicht erschöpfend sein kann. Denn hinsichtlich der soziologischen „Halbwertzeit“ von interessierenden Gesichtspunkten sind selbstverständlich voneinander abweichende Urteile angesichts des unterschiedlichen Verständnisses von Soziologie in der Zunft zulässig, ja, wohl unvermeidlich. Zwei Beispiele mögen dies verdeutlichen:

1. Wenn sich nichts zu aktuellen Stichworten wie zunehmende „Individualisierung von Lebensentwürfen“, „fortschreitende Pluralisierung von Lebensstilen“ und

„Auflösung traditioneller sozio-kultureller Milieus“ findet, die gegenwärtig in Politik und Sozialwissenschaften intensiv diskutiert werden, oder allenfalls beiläufig unter dem Stichwort „Schichtung“ mit den Worten umschrieben werden: „In jüngerer Zeit haben techn. Fortschritt, wirtschaftl. Entwicklung u. beschleunigter soz. Wandel, insbes. akkultorative Prozesse (Austausch zw. Kulturen), Wertwandel, Wanderungen, verstärkte soz. Mobilität, neue soz. Bewegungen, Wandel der Geschlechtsrollen, Ausbreitungen von Subkulturen u. neuen Lebensstilen, zunehmende Individualisierung der Lebensgestaltung eine weitgehende Entdifferenzierung u. Auflockerung der überkommenen soz. S. bewirkt. Diese wird dementsprechend zunehmend mehrdimensionaler, komplexer, komplizierter, schwerer überschaubar u. darstellbar“ (S. 760 f.), dann ist das – vorsichtig ausgedrückt – zumindest sehr mißverständlich. Sinnvoller wäre es gewiß gewesen, Begriffe wie „Individualisierung“, „Pluralisierung von Lebensstilen“ oder „Zerfaserung von sozio-kulturellen Milieus“, wie immer man auch dazu stehen mag, einzeln als Stichwörter aufzunehmen und zu erläutern, weil die dahinter stehenden theoretischen Erklärungsversuche sich ja geradezu von der Klassen- beziehungsweise Schichtungssoziologie absetzen wollen.

2. Den sich in den zwanziger Jahren durchsetzenden und heute kaum noch gebräuchlichen Begriff „Pädagogische Soziologie“ halte ich als Oberbegriff für die hier allgemein zu untersuchende „Wechselwirkung zw. erzieher. und persönlichkeitsbildenden Prozessen u. Strukturen einerseits u. ökonom., kulturellen u. soz. (Ge.s.-)Strukturen andererseits“ (S. 646) für eine sprachliche und begriffliche Mißbildung. Angemessener wäre wohl der gegenwärtig allgemein verwandte Begriff „Erziehungssoziologie“ gewesen, der genau das abdeckt, was unter dem Stichwort „Pädagogische Soziologie“ behandelt wurde.

Alles in allem überwiegen gleichwohl eindeutig die Vorzüge des „Wörterbuchs der Soziologie“. Es gehört zweifellos zu den kompetentesten und seriösesten Nachschlagewerken und hat sich als ein unentbehrlicher Ratgeber im soziologischen Labyrinth erwiesen. In einer Neuauflage sollte indessen unbedingt ein Personen- und Sachwortregister angefügt werden; es erleichtert in jedem Fall das Arbeiten un-
gemein.

Klaus Rodax,
Universität Bielefeld

Jean-Philippe Leresche,
Dominique Joye, Michel Bassand
(sous la direction de),
*Metropolisations, Interdépendances
mondiales et implications
lémaniques*, Editions Georg S.A.,
Genève 1995, 315 p.

Dans cette brève présentation de l'ouvrage mentionné, j'utiliserai la première personne pour bien souligner qu'il s'agit d'une impression de lecture tout à fait personnelle.

On peut commencer par dire qu'il ne s'agit pas d'un livre facile, même si sa prétention est de s'adresser à un public assez vaste. La difficulté ne vient pas tant d'un contenu qui serait ardu, mais plutôt du nombre important d'auteurs. C'est un ouvrage collectif, «fruit de nombreux échanges, rencontres et recherches scientifiques» comme disent les auteurs : et cela se sent. Il y a, à vrai dire, un effort de centrage sur une ligne commune, mais la diversité des approches a été malgré tout inévitable : on est alors partagé entre une richesse de pistes et la difficulté causée par l'effort (somme toute salubre) que le lecteur doit faire pour se constituer lui-même sa propre problématique à partir d'éléments qu'il aura sélectionné dans la diversité proposée.

Cela dit, l'ouvrage a sa structure : une réflexion générale, en première partie,

portant sur le phénomène métropolitain et un regard plus spécifique, en seconde partie, sur la métropole lémanique – voire helvétique, à certains égards. Une structure intéressante qui, en fin de compte, révèle que la finalité est bien celle de s'interroger sur «notre» métropole en «écoutant» ce que les autres ont à dire. On voit alors défiler, par exemple, Paris, métropole européenne par excellence, du moins dans le monde francophone; la Hollande, ou sa partie métropolitaine réticulaire; le Tiers Monde, où la ville est métropole presque par définition. Apparaissent ainsi, en filigrane, les caractères de la métropole : l'internationalité et les oppositions.

L'internationalité fait de la ville quelque chose de plus qu'un «simple» conglomérat urbain : les activités présentes dans une métropole font que son destin dépend en bonne partie de ce qui se passe ailleurs, de même que ce qui se passe ailleurs dépend en partie des décisions prises dans la métropole. Ce caractère international est bien mis en évidence par les auteurs : ce qui manque, à mon avis, et qui mériterait par contre une attention particulière, c'est une certaine distance par rapport à cela. En effet, la fonction internationale n'est pas la même pour toutes les métropoles. Acceptons pour un moment l'idée qu'une ville comme Genève – pour simplifier – soit une métropole ou – pour élargir le raisonnement à un espace plus vaste – un élément métropolitain d'un espace lémanique : la présence de certaines organisations internationales ou de certaines entreprises multinationales n'a pas, en réalité, la même signification que pour d'autres métropoles européennes ou mondiales. Elles sont là, ces entreprises ou ces organisations, mais elles peuvent quitter Genève pour des raisons parfaitement indépendantes d'une série d'avantages locaux : une filiale américaine peut être fermée ou réduite en personnel, du jour au lendemain, par simple fax d'une maison-mère qui aurait le «besoin» de se restructurer. En d'autres termes, si on nous

permet l'expression, il y a des métropoles plus métropoles que d'autres. Comment les fonctions internationales se substituent-elles les unes aux autres, voire disparaissent, dans un espace métropolitain comme celui du Léman ? Voici, peut-être, une piste à développer demain. Piste qui nous renvoie à la question de l'autonomie et de la dépendance, à la question des «capitales» en somme, surtout dans un espace comme le nôtre dans lequel la fonction internationale peut avoir son sens étymologique premier, mais aussi se mélanger à un rapport de dépendance/autonomie à l'intérieur de l'espace national lui-même.

Métropole et métropolisation ne sont pas la même chose : il y a les points qui sont et qui restent métropoles et il y a les points ou les espaces qui se métropolisent (et pourquoi pas, aussi, qui se «démétropolisent» ?). C'est, entre autre, ce qu'on peut imaginer à la lecture du livre, surtout quand les auteurs insistent sur le fait que la métropolisation est un processus. Ce qui veut aussi dire un enchaînement de contradictions.

On touche, alors, au deuxième caractère de la métropole/métropolisation : celui des contrastes, des oppositions, des paradoxes. La métropole est l'espace des oppositions et des dysfonctions marquées : richesse, dynamisme, réussite, etc. contre pauvreté, désordre et laissés-pour-compte. Certains auteurs mettent en garde contre ces dysfonctions qui sont inhérentes au processus de métropolisation et même, parfois, ils en soulignent la valeur créative. Cependant, j'ai ressenti un manque assez fort par rapport à des exemples concrets dans la métropole lémanique. Là aussi, c'est une lacune à combler : l'ouvrage nous donne beaucoup d'indications sur l'existence de ce processus de métropolisation dans sa structuration économique, mais manque d'accents sur les phénomènes de la violence, du chômage, de la drogue (non seulement celle qui mène en prison, mais aussi celle qui sait l'éviter), des réseaux marginaux, de la pauvreté, etc.

En un mot – et sans tomber dans l'exégèse – il manque une analyse sur la «créolité» (le terme est dans l'ouvrage !) de l'espace lémanique.

Voici, en quelques lignes, les remarques que le livre me suggère. Ce n'est pas un livre «mode d'emploi» de la métropole, même s'il y a un chapitre final qui porte, de façon amusante, ce titre, car ce n'est pas un manuel sur les phénomènes métropolitains. Mais il pourrait être «mode d'emploi», dans la mesure où l'on considère qu'une quinzaine d'auteurs sur 300 pages sont une quinzaine de «hors-d'oeuvres» : les plats de résistance sont dans certaines bibliographies qui sont autant d'invitations à la recherche.

Ruggero Crivelli
Département de Géographie,
Université de Genève

Amos Schmidt, *Materialismus zwischen Metaphysik und Positivismus. Max Horkheimers Frühwerk – Darstellung und Kritik*, Westdeutscher Verlag, Opladen 1993, 390 Seiten.

In den letzten zwei Jahrzehnten sind über Vertreter der Frankfurter „kritischen Theorie“, insbesondere über Max Horkheimer, Theodor W. Adorno, Walter Benjamin und Jürgen Habermas zahlreiche Aufsätze und Bücher erschienen. Amos Schmidt fügt dieser umfangreichen Sekundärliteratur mit seiner von der Theologischen Fakultät Trier angenommenen Dissertation eine Arbeit hinzu, die sich speziell der bisher eher vernachlässigten Deutung von Metaphysik und Religion durch den frühen Horkheimer annimmt. Zum „Frühwerk Horkheimers“ zählen nach Amos Schmidt dessen bis 1941 publizierten Texte (S. 3). Schmidt rechnet diesem Frühwerk demnach auch Arbeiten, die andere Interpreten als die des „mittleren Horkheimer“ (1929–41) bezeichnen, hinzu – ohne freilich selber auf den (unspezifizierten) Begriff ei-

ner „mittleren“ Schaffensphase Horkheimers ganz zu verzichten (S. 222). Obwohl Amos Schmidt seinen ursprünglichen Plan, „Horkheimers Gesamtphilosophie in ihrem systematischen Zusammenhang darzulegen und kritisch zu würdigen“ (S. 2), zugunsten der nun vorliegenden Darstellung des Frühwerks aufgab, erlaubt er sich teilweise recht ausführliche „Ausblicke“ auf spätere, nach 1941 erschienene Publikationen Horkheimers. In einigen von ihnen hat Horkheimer Religion und Metaphysik wesentlich positiver beurteilt als in seinen früheren, marxistisch beeinflussten Arbeiten.

Schmidts Dissertation besteht aus fünf Kapiteln, die der Reihe nach Horkheimers „Biographie, philosophischen Werdegang und Marxrezeption“ (S. 6–71), Horkheimers historisch-materialistische Grundposition (S. 72–172), deren „Konsequenzen für Moral, Religion und Metaphysik“ (S. 173–245), Horkheimers Freud-Rezeption (S. 246–259) sowie das Wahrheitsverständnis der frühen kritischen Theorie (S. 261–346) behandeln. Konnte der Autor Horkheimers Gedanken ursprünglich weitgehend zustimmen, so bedeutete die zunehmende „kritische Distanz zu Horkheimer“ für ihn „auch Distanzierung von den eigenen früheren Ansichten“ (S. XIII). Worauf gründete sich wohl – man ist hier auf Vermutungen angewiesen – die Attraktivität der Philosophie Horkheimers für den Benediktinermönch Schmidt, und wie gut begründet sind die kritischen Argumente, mit denen sich Schmidt von Horkheimers kritischer Theorie zunehmend distanziert hat?

Vermutlich fand Schmidt an Horkheimer vor allem das attraktiv, was er dessen „metaphysischen Pessimismus“ nennt (S. 114). Dieser fasst die Geschichte der Menschen mit Schopenhauer wesentlich als Leidensgeschichte auf. Horkheimer identifiziert sich mit den Erniedrigten und Beleidigten, den leidenden Opfern der Menschheitsgeschichte ähnlich intensiv, wie manche Anhänger des jüdischen oder

des christlichen Glaubens. Horkheimer war stets, selbst in seiner marxistischen Phase, bewusst, dass auch fortgeschrittenste Theorien und Praktiken der Gesellschaftsgestaltung das unsägliche Leid vergangener Geschlechter nie würden tilgen können (S. 114 ff.). Das Moment „metaphysischer Trauer“, das seine Art Materialismus somit kennzeichnet – ganz im Gegensatz etwa zu demjenigen von Ernst Bloch –, ist ein genuin theologisches Motiv, von dem sich Theologen sehr wohl angesprochen fühlen können (vgl. S. 120; dabei unterschätzt Schmidt m. E. in Anm. 9, S. 8 – nicht jedoch S. 126 – das Ausmass, in dem Horkheimers Denken jüdisch geprägt ist.).

Wie Horkheimer vorab in den 20er und 30er Jahren Religion und Metaphysik mit den bekannten Argumenten der junghegelianischen und der marxistischen Religionskritik zurückwies, ist aber natürlich für den gläubigen Christen Amos Schmidt inakzeptabel. Antikritisch gibt er demgegenüber zu bedenken, dass Horkheimer *erstens* das Wesen des Glaubens überhaupt, des christlichen Glaubens im besonderen verkenne (1); und dass Horkheimer *zweitens* sowohl seinen atheistischen Materialismus als auch seine radikal kapitalismuskritische Gesellschaftstheorie unzureichend begründe (2).

(1) Amos Schmidt findet Horkheimers Behauptung, dass die christliche Religion ausser im Stadium ihrer urchristlichen Anfänge überwiegend den Interessen der Herrschenden gedient habe, sehr einseitig. Beispielsweise sei es „ein grober Unfug ... zu behaupten, Paulus habe den Verweltlichungsprozess eingeleitet und das Christentum in eine staatskonforme Religion umgewandelt“ (S. 214) – so wie die Annahme, idealistische Metaphysik verkläre die gesellschaftlichen Verhältnisse, indem sie diese mit dem blossen „Schein der Göttlichkeit“ versehe, eine „böswillige Unterstellung“ sei (S. 230). Schmidt hält demgegenüber „die Fähigkeit der Kirche, sich aus ideologischen

Bindungen, insbesondere auch aus der Verflechtung in die Bezüge der bürgerlichen Gesellschaft zu lösen“, für eine von Horkheimer weitgehend verkannte „Tatsache“ (S. 223; sollte und kann man übrigens Gesichtspunkte dieser Art wirklich „Tatsachen“ nennen?).

(2) Amos Schmidt ist der Auffassung, dass Horkheimer „seine Zurückweisung zentraler Metaphysica wie Gott, unbedingter Sinn und Unsterblichkeit der Seele“ nicht hinreichend *begründet* habe: „Das philosophisch Unbefriedigende besteht darin, dass er seinen a-metaphysischen Thesen keine Argumente zur Seite stellt. Die Motive und Begründungen, die seiner materialistischen Option zugrunde liegen, bleiben unaufgeklärt und werden nicht entfaltet.“ (S. 112) Bei Marx übersehe Horkheimer allzu grosszügig, dass dieser „für seine weitreichende Kernthese, dass die ökonomischen Verhältnisse die letztlich entscheidenden Antriebskräfte der Geschichte seien, den wissenschaftlichen Nachweis nicht erbracht hat“ (S. 170). Hauptsätze der kritischen Gesellschaftstheorie Horkheimers erscheinen Amos Schmidt ebenfalls eher als willkürlich behauptet denn sachlich fundiert. Durchaus unklar sei beispielsweise, worin die „wahren Interessen“ der unterdrückten Menschen, die klar an- und auszusprechen nach Horkheimer die wichtigste Aufgabe kritischer Intellektueller ist, eigentlich bestünden (S. 288). „Das zwingt die Interpretation zu folgenden Fragen: „Erstens, was ist unter dem richtigen bzw. dem vernünftigen Interesse zu verstehen? Zweitens, wer bestimmt und nach welchem Massstab, was das richtige, das vernünftige Interesse ist? Schliesslich drittens, inwiefern ist dieses Interesse Voraussetzung zur Erkenntnis der gesellschaftlichen Wirklichkeit? Auf diese Fragen hat Horkheimer keine Antworten formuliert.“ (S. 329)

Hat Horkheimer auf diese Fragen in dessen wirklich überhaupt *keine* Antworten – hat er auf sie nicht vielmehr „nur“ Antworten formuliert, die Amos Schmidt

nicht hinreichend überzeugen? Eine umfangreiche Dissertation über das Werk eines Autors zu schreiben, der werkbezogene Fragen *überhaupt nicht* zu beantworten weiss, macht wenig Sinn. Worüber, wenn nicht über Horkheimers wie immer auch problematische *Antworten* auf die von Schmidt gestellten Fragen, sollten die annähernd 400 Seiten der Dissertation denn berichten?

Tatsächlich kann der unbefangene Leser dem Frühwerk Horkheimers, das Schmidt im übrigen erfreulich ausführlich dokumentiert, einige höchst aufschlussreiche Antworten auf die aufgeworfenen Fragen entnehmen – zum Thema Erkenntnis und Interesse etwa die Überlegung, dass dem sprachfähigen Menschen mit dem ersten gesprochenen Wort die Idee vernünftiger Verständigung und der Emanzipation von Herrschaft vorgegeben sei (ein Gedanke, der bekanntlich den Ausgangspunkt der Habermas'schen Kommunikationstheorie bildet). Indem er auf diese und andere, durchaus vorhandene Antworten Horkheimers auf die gestellten Fragen nicht eingeht, lässt Schmidt leider auch die Prämissen seiner eigenen, christlichen Philosophie und Theologie weitgehend im Dunkeln.

Schmidt wendet das Argument, dass das Frühwerk Horkheimers wesentliche Fragen unbeantwortet lasse, auch auf dessen Gesellschaftstheorie an. Erscheint es in seiner Anwendung auf die *Philosophie* Horkheimers als ein diskussionserschwerendes, ja tendenziell dogmatisches Kanitverstan-Prinzip, so muss es im Zusammenhang der *gesellschaftstheoretischen* Bestandteile kritischer Theorie anders beurteilt werden. Schmidt zufolge versteht sich die kritische Theorie „als eine Theorie der modernen bürgerlichen Gesellschaft.“ „Der begrifflichen Erfassung dieser bestimmten Gesellschaft in ihrer Totalität widmet sie ihre Energie. Dieses Vorhaben aber hat Horkheimer nicht realisiert. Wir finden bei Horkheimer keine ausgearbeitete Theorie der Gesellschaft,

die diese nicht bloss sektoriell, sondern in all ihren Bereichen untersucht und erklärt“ (S. 268; auch S. 82, 96).

Dafür, dass sich bei Horkheimer in der Tat „keine ausgearbeitete Theorie der Gesellschaft“ finden lässt, gibt es einen einfachen Grund, den Schmidt m. E. zu wenig berücksichtigt: Kritische Theorie hat Horkheimer (vor allem in seiner programmatischen Antrittsvorlesung als Frankfurter Hochschulprofessor und Institutsdirektor vom 24. Januar 1931) als ein interdisziplinäres Kooperationsprojekt unterschiedlich spezialisierter, aber theoretisch gleichgesinnter Gelehrter definiert, dem der Gedanke einer „fortwährenden dialektischen Durchdringung und Entwicklung von philosophischer Theorie und einzelwissenschaftlicher Praxis“ zugrundeliege. Horkheimer nahm in diesem Grossprojekt kritischer Sozialwissenschaft für sich persönlich die Rolle des Philosophen in Anspruch, der für die wegweisenden Leitideen, sowie zusammen mit seinem Freund und Chefdirektor Fred Pollock für die notwendigen Ressourcen zu sorgen (bzw. über sie zu verfügen) hatte. Detaillierter ausgearbeitete Umriss einer sowohl philosophisch wie auch einzelwissenschaftlich fundierten Theorie der Gesellschaft finden sich daher, durchaus beabsichtigt, weniger in Horkheimers Schriften, als in theoretischen oder empirischen Einzelstudien Adornos, Erich Fromms, Leo Löwenthals, Fred Pollocks u. a.

Generell scheint mir Amos Schmidt Horkheimers Bereitschaft, philosophisch reflektierte *einzelwissenschaftliche* Forschung zu fördern, eher zu wenig anzuer-

kennen. Horkheimer schätzte einzelwissenschaftlich solide und umsichtig erarbeitete Ergebnisse und „Tatsachen“ der Forschung keineswegs gering ein. In einer gründlichen Untersuchung, die Schmidt freilich noch nicht bekannt sein konnte (Dahms: *Positivismusstreit*. Frankfurt a. M., 1994), hat J.-J. Dahms überzeugend belegen können, dass die radikaler antipositivistischen Argumente in Horkheimers Aufsatz „Der neueste Angriff auf die Metaphysik“ (1937) – dem Schmidt wohl zu Unrecht eine „profunde Kenntnis seiner philosophischen Gegner“ zuschreibt (S. 235) – vor allem auf Einflussnahmen Adornos, mit seiner nun allerdings von Anfang an „scharf akzentuierten antipositivistischen Grundeinstellung“ (S. 2), zurückzuführen sind.

Auch wer in der hier angedeuteten Weise mit einzelnen Interpretationen und Werturteilen des Autors nicht einverstanden ist, kann von dieser gründlich erarbeiteten, materialreichen, insgesamt zuverlässig informierenden und differenzierten Studie dennoch einiges profitieren. So ist es jedenfalls dem Rezensenten ergangen – meine anfänglichen Bedenken, ob mir Amos Schmidt vom Standpunkt seines positiven Christentums aus wirklich eine erfreuliche Wiederbegegnung mit Max Horkheimer, den ich in den frühen 60er Jahren noch persönlich kennenlernen durfte, ermöglichen würde, haben sich mit fortschreitender Lektüre als völlig unbegründet erwiesen.

*Emil Walter-Busch,
Hochschule St. Gallen*

WIDERSPRUCH

Beiträge zur
sozialistischen Politik

29

EU, Schweiz und Europapolitik

Asylrecht und „Europa der Polizeien“; Staatsbürgerschaft, Nationale und Europäische Identität; EU vor „Maastricht II“ 1996: Wirtschafts- und Währungspolitik contra Sozialpolitik und Demokratie; Frauengleichstellung; Euratom; EU, Osteuropa und Dritte Welt

M.C. Caloz-Tschopp, L. Monnier, E. Balibar,
H. Kleger, H.-J. Bieling, A. Bultemeier, F. Deppe,
S. Gaillard, S. Schunter-Kleemann, P. Ziltener,
M. Küntzel, J. Juchler, R. Falk

Diskussion

R.H. Strahm und H. Baumann: Kontroverse über
freien Personenverkehr und Immigrationspolitik
P. Ruppen: Chancen des Kleinstaates Schweiz
D. Vischer: Grünes Nein zum EU-Beitritt
D. Siegrist: Region Alpen ohne EU?

Marginalien / Rezensionen / Zeitschriftenschau

15. Jg./Heft 29 - Juli 1995

Fr. 18.-

**196 Seiten, Fr. 18.-- / DM 20.-- (Abonnement 32.--/36.--)
zu beziehen im Buchhandel oder bei
WIDERSPRUCH, Postfach, CH - 8026 Zürich
Probeheft anfordern Tel./Fax 01 / 273 03 02**